

pluralité de circuits économiques » (p. 171), les centrales d'achat de la grande distribution utilisant simultanément les différents circuits de distribution.

La question de la qualité, déjà abordée au chapitre 3, est retravaillée au chapitre 6 qui traite du passage d'un régime fordiste à une économie de la qualité dans les années 1990. Les cahiers des charges déposés par les agriculteurs auprès des pouvoirs publics au début des années 2000 sont analysés pour mettre au jour les différentes conceptions de la qualité qu'ils véhiculent. La création de « filières distributeurs » est présentée comme un instrument de redéfinition de la qualité (déplacement de la qualité du produit lui-même à la qualité de son processus de production) et comme un facteur de réorganisation des rapports de pouvoir au sein des filières. L'euphémisation du marché (chapitre 7) et la montée de préoccupations environnementales (chapitre 9) apparaissent aussi comme des éléments de redéfinition des relations entre les acteurs de la filière.

Si l'approche adoptée permet de mieux comprendre la structuration d'un marché caractérisé par la variabilité, on peut toutefois regretter l'attention relativement faible accordée aux producteurs. Ils apparaissent souvent en creux, le regard se portant plus volontiers sur les intermédiaires faisant circuler leurs produits ou sur les institutions cadrant la mise en marché de ces derniers. Comprendre les perceptions du marché par les producteurs et la manière dont elles informent leurs stratégies marchandes aurait pu enrichir utilement l'histoire du marché des fruits et légumes proposée.

Sidonie Naulin

*Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung (MPIfG), Paulstrasse 3, 50676 Cologne,
Allemagne*

Adresse e-mail : sidonie.naulin@gmail.com

Disponible sur Internet le 23 octobre 2014

Open access under [CC BY-NC-ND license](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).
<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2014.09.010>

Une catastrophe ordinaire. La tempête du 27 décembre 1999, F. Dedieu. Éditions de l'EHESS, Paris (2013). 232 pp.

L'objet de cet ouvrage est d'analyser pourquoi la tempête survenue en France le 27 décembre 1999, et ayant particulièrement affecté la Charente-Maritime, a surpris les autorités malgré un certain nombre d'indices et d'alertes qui auraient a priori permis l'anticipation de cet événement. L'analyse repose sur un travail d'enquête précis qui a permis à l'auteur de comprendre, de manière très fine, comment les acteurs directement en charge de cette question, englobés sous le terme de « sécurité civile », se sont laissés surprendre. On voit ainsi comment les incertitudes associées au développement du phénomène climatique ont suscité des hésitations, d'abord du côté des experts (météorologie nationale) puis, malgré l'imminence de l'événement, du côté des décideurs (préfecture). On voit également comment ces hésitations ont été renforcées par la crainte de ces acteurs, et surtout du préfet, d'être excessivement alarmistes comme cela avait été le cas les jours précédents. L'auteur rend bien compte de l'ensemble des facteurs expliquant cette situation — qu'il s'agisse de l'accord tacite existant au sein de ce système d'acteurs pour éviter, autant que possible, la multiplication des alertes (coûteuses aussi bien en termes de mobilisation que par les effets qu'elles produisent sur la société locale) ou qu'il s'agisse des circonstances, assez singulières (une vraie alerte, concernant un événement difficilement identifiable, intervenant peu après une fausse alerte).

L'analyse est tout à fait convaincante et l'étude de ce cas, très riche, participe à la compréhension des processus faisant que des catastrophes annoncées ne sont pas reconnues comme telles. De ce point de vue, elle apporte de nombreux compléments aux travaux effectués en ce sens dans le domaine des risques et des crises, auxquels l'auteur se réfère amplement. Les logiques des acteurs et des organisations impliqués sont particulièrement bien analysées et contextualisées, ce qui, une nouvelle fois, montre l'intérêt de se focaliser sur ces aspects souvent déterminants dans l'aggravation d'une situation critique. Mais l'usage de la notion de « risque scélérat » peut prêter à confusion. Elle semble *a priori* pertinente puisque, en référence aux « entreprises scélérates » analysées par Erving Goffman (1973), François Dedieu définit le risque scélérat « comme un phénomène menaçant masqué sous les apparences normales » (p. 79). Mais il associe ainsi étroitement le risque à la singularité du « phénomène », de la tempête donc, alors que son analyse met en évidence le caractère endogène des glissements progressifs vers l'erreur d'appréciation ainsi que vers la non-décision. Le recours à la notion est donc un peu problématique puisqu'elle vise aussi à souligner que certains « risques » échappent (« par nature » pourrait-on dire) à toute anticipation et maîtrise. Il pourrait cependant se justifier si, par « risque scélérat », l'auteur entendait une conjonction particulièrement problématique entre un aléa inédit et les vulnérabilités propres aux acteurs de la « sécurité civile » (en matière d'expertise, de prise de décision). De même, le titre donné à l'ouvrage — *Une catastrophe ordinaire* — peut prêter à discussion. Si les processus ayant conduit à une insuffisante prise en compte du développement de la tempête sont effectivement « ordinaires », la catastrophe survenue ensuite ne l'est de toute évidence pas. Bien que percutant, le titre ne rend donc pas vraiment compte de l'analyse de François Dedieu qui, à l'instar d'autres travaux contemporains, vise à relier la survenue de crises, de désastres, à l'engagement de processus « ordinaires » (voir par exemple Diane Vaughan (1996) à propos de l'explosion de la navette Challenger).

D'autres aspects suscitent des interrogations. L'auteur s'est situé dans une perspective classique de la gestion de crise en se focalisant donc sur les relations entre experts, décideurs, médias et population. S'il est question de tensions entre différentes catégories d'acteurs au plan local, elles apparaissent liées aux circonstances — comme si la situation effaçait toute trace des divergences et conflits préexistants, alors que des travaux ont montré qu'ils jouaient un rôle déterminant dans le positionnement des acteurs qui, bien que s'efforçant d'agir en fonction de leurs compétences et de leurs responsabilités, oublient rarement de saisir les opportunités se présentant pour s'affirmer, gagner en légitimité, modifier les rapports de force, etc. De fait, l'auteur tire assez peu parti de la référence aux « situations fluides » provoquées par les situations de crise, avec la suspension des segmentations prévalant habituellement (Dobry, 1986). De même peut-on s'étonner, compte tenu de l'ampleur de l'événement, que les acteurs considérés soient essentiellement locaux. Ici encore, divers travaux ont montré que les acteurs directement en charge des situations critiques étaient le plus souvent sous pression d'acteurs extérieurs, comme dans le cas des préfets qui doivent rendre compte aux cabinets ministériels, surtout à celui de l'Intérieur, et qui, souvent, doivent intégrer les concurrences entre les agences d'expertise, les ministères. Même si la gestion de l'événement a été localisée, il est probable qu'il y a alors eu diverses interférences entre les niveaux locaux et nationaux — avec, là encore, divers jeux de pouvoir.

Tout en suscitant la discussion, l'ouvrage de François Dedieu est à divers titres particulièrement intéressant. Il montre la nécessité des enquêtes de terrain approfondies pour analyser des accidents, des catastrophes. Cela semble aller de soi mais de tels travaux deviennent rares en France où l'attention se porte plutôt sur les risques et les crises tels qu'ils sont traités dans l'espace public

(loin des « terrains » donc). Il est par exemple significatif que l'accident d'AZF à Toulouse n'ait pas donné lieu à un véritable programme de recherche. Cet ouvrage contribue par ailleurs à mettre en évidence le lien qu'il convient d'établir entre la gestion de la sécurité ordinaire et la survenue d'événements extraordinaires. L'analyse de ce lien, de fait assez complexe, ouvre des perspectives de recherche très stimulantes. Enfin, cet ouvrage incite à réfléchir de nouveau sur le protocole de recherche qui serait le plus adapté pour analyser des situations « exceptionnelles » dans leurs diverses dimensions.

Références

- Dobry, M., 1986. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Presses de Sciences Po, Paris.
- Goffman, E., 1973. *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2: Les relations en public*. Éditions de Minuit, Paris.
- Vaughan, D., 1996. *The Challenger Launch Decision, Risky Technology, Culture and Deviance at NASA*. University of Chicago Press, Chicago.

Claude Gilbert
*Politiques publiques, action politique, territoires (PACTE),
Institut d'études politiques, BP 48, 38040 Grenoble cedex 9, France
Adresse e-mail : claud.gilbert@msh-alpes.fr*

Disponible sur Internet le 30 octobre 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2014.09.007>

La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée, S. Topçu. Le Seuil, Paris (2013). 350 pp.

L'énergie nucléaire s'affirme comme un enjeu central pour les sciences sociales. À l'heure où Fukushima a rappelé à tous combien était fragile et dangereuse la production de cette énergie, les travaux explorant ses trajectoires historiques comme ses modes d'existence socio-économique et politique se multiplient. Le nucléaire peut-être abordé de multiples manières : en étudiant la construction des normes de sécurité comme l'a fait récemment Cyrille Foasso (2012), en explorant le travail quotidien des ouvriers comme l'a tenté Pierre Fournier (2012), ou encore en scrutant ses enjeux politiques nationaux et coloniaux à la suite des recherches de Gabrielle Hecht (2004, 2012). L'approche adoptée par Sezin Topçu, nourrie des travaux des *Science Studies* comme des réflexions de Michel Foucault, s'inscrit dans la continuité de ces recherches tout en s'en distinguant. Son objectif est de suivre comment s'est opérée la « nucléarisation » de la France, de comprendre « l'exception » française dans le domaine nucléaire et comment a pu s'imposer cette trajectoire technologique en dépit de l'ampleur des rejets, contestations et critiques qui n'ont cessé d'accompagner son développement.

À l'écart de certaines tendances de la sociologie des controverses qui tend à ne considérer que la pure symétrie des arguments, l'enquête adopte ici une méthode de traitement plus équilibrée car elle réintroduit aussi les nombreuses asymétries de moyens et de pouvoirs qui régissent sans cesse les arènes institutionnelle et contestataire. Repoussant par ailleurs la « naïveté » (p. 25) véhiculée par les approches « participatives » et les visions trop iréniques de la « démocratie technique », l'auteure propose de placer la réflexion sur le pouvoir au cœur de son analyse.